

REPUBLIQUE
DE
VANUATU



REPUBLIC
OF
VANUATU

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

1 juillet 1985

No. 22

1 July, 1985

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

ARRETES

ARRETE NO. 19 DE 1985 SUR LA REMUNE-
RATION DES DIGNITAIRES DE L'ETAT

NOTIFICATION OF PUBLICATION

AVIATION CIVILE: INSTRUCTION POUR
LA SECURITE AERIENNE NO. 1 DE 1985

AVIATION CIVILE: INSTRUCTION POUR LA
SECURITE AERIENNE NO. 2 DE 1985

THE CIVIL AVIATION SAFETY ORDER
NOTICE NO. 1 OF 1985

THE CIVILE AVIATION SAFETY ORDER
NOTICE NO. 2 OF 1985

RESULTATS DES ELECTIONS PARTIELLES
AU CONSEIL PROVINCIAL DE PAAMA
(SECTEURS DU NORD ET DU SUD PAAMA)
PUBLIES CONFORMEMENT AUX ARTICLES 8
(PARAGRAPHE 1) ET 17 DE L'ARRETE NO.
61 DE 1982 SUR L'ELECTION DES
CONSEILS PROVINCIAUX (REGLES DE
PROCEDURE)

PUBLICATION OF RESULTS (PAAMA LOCAL
GOVERNMENT BY-ELECTION) (NORTH AND
SOUTH PAAMA WARDS) PURSUANT TO THE
LOCAL GOVERNMENT COUNCIL ELECTION
(PROCEDURE RULES) ORDER NO. 61 OF
1982. RULES 8 (1) AND 17)

SOMMAIRE

PAGE

AVIS D'INSCRIPTION
MODIFICATIVE

4

CONTENTS

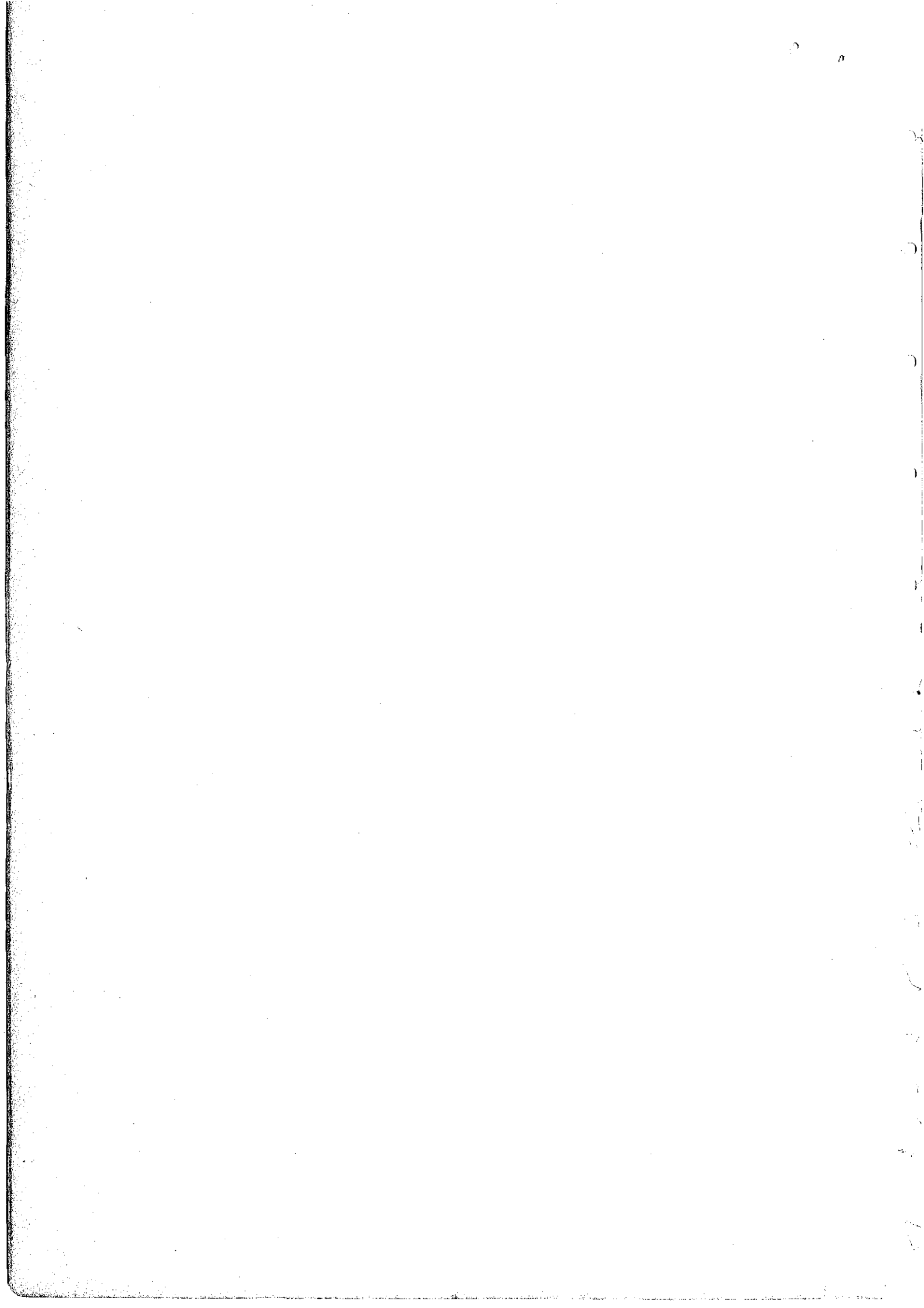
PAGE

LEGAL NOTICES
APPOINTMENT OF NOTARY
PUBLIC
APPOINTMENT OF STATE
PROSECUTOR

1-3

5-6

7



REPUBLIQUE DE VANUATU

ARRETE NO. 19 DE 1985
SUR LA REMUNERATION DES DIGNITAIRES DE L'ETAT

Le présent arrêté est établi conformément à l'article 3 de la loi No. 11 de 1983 (telle qu'elle est modifiée). Il vise à modifier l'Annexe de la loi et à prescrire les dispositions suivantes :

a) Lors du calcul des augmentations de traitements versés aux titulaires des charges mentionnées dans la loi, un chiffre de base incorrect a été utilisé pour le traitement du Premier ministre. Ledit chiffre de base était de 1.600.000 VT alors que le traitement actuel du Premier ministre s'élève à 1.680.000 VT par an. Le Parlement a maintenant approuvé la loi No. 17 de 1985 sur les rémunérations des dignitaires de l'Etat (modification).

Le présent arrêté corrige donc cette erreur et précise qu'à compter du 1er juillet 1985, le montant du traitement du Premier ministre s'élèvera à 1.848.000 VT par an au lieu des 1.760.000 VT indiqués dans la loi No. 17 de 1985 (modifiée).

Cette augmentation équivaut à 10 % du traitement à compter du 1er juillet 1985, de même que pour les autres dignitaires de l'Etat mentionnés dans la loi No. 17 de 1985 (modifiée).

b) Le présent arrêté vise également à augmenter l'indemnité de représentation du président de la République de 20.000 VT à 60.000 VT par mois. Dans le titre II de l'Annexe de la loi No. 11 de 1983 (telle qu'elle est modifiée), l'indemnité de représentation du Président est maintenant incluse dans la catégorie F (i).

c) Une nouvelle prestation est également instaurée. Elle est appelée "indemnité présidentielle" et seul le Président est habilité à en bénéficier. Son montant s'élève à 40.000 VT par mois.

Ainsi que l'exige l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi, le présent arrêté sera soumis au Parlement lors de sa prochaine session.

JUIN 1985

Le Premier ministre
W.H. LINI

REPUBLIQUE DE VANUATU

ARRETE NO. 19 DE 1985
SUR LA REMUNERATION DES DIGNITAIRES DE L'ETAT

visant à apporter des modifications à l'Annexe de la loi No. 11 de 1983 sur la rémunération des dignitaires de l'Etat.

Le Premier ministre

VU l'article 3 de la loi No. 11 de 1983 (telle qu'elle est modifiée),

Le Président de la République entendu,

A R R E T E

MODIFICATION DE L'ANNEXE DE LA LOI NO. 11 DE 1983

1. L'annexe de la loi No. 11 de 1983 (telle qu'elle est modifiée) est modifiée à nouveau comme suit :

a) Dans la colonne 2 du titre I en substituant "1.848.000" à "1.760.000" en face de la charge de Premier ministre ;

b) Dans le titre II, en supprimant la catégorie F et lui substituant le texte suivant :

"CATEGORIE F

i) Indemnité de représentation de 60.000 VT par mois.

ii) Indemnité de représentation de 20.000 VT par mois.

iii) Indemnité de représentation de 15.000 VT par mois.

iv) Indemnité de représentation de 12.000 VT par mois" ;

c) Dans le titre II en ajoutant la nouvelle prestation suivante :

"CATEGORIE H

Indemnité présidentielle de 40.000 VT par mois" ;

d) Dans la colonne 3 du titre I en ajoutant la prestation "H" à la liste des prestations et indemnités figurant en face de la charge de Président de la République ;

e) Dans la colonne 3 du titre I, en supprimant l'indemnité F i) figurant en face de la charge de Premier ministre et lui substituant "F ii)" ;

- f) Dans la colonne 3 du titre I, en supprimant l'indemnité F ii) figurant en face des charges respectives de président du Parlement et de ministre et lui substituant "F iii)";
- g) Dans la colonne 3 du titre I, en supprimant l'indemnité F iii) figurant en face des charges respectives de président de la Cour suprême, d'Attorney général, de Vérificateur général des Comptes et de Directeur de cabinet, et lui substituant "F iv)".

ENTREE EN VIGUEUR

2. Le présent arrêté entrera en vigueur le 1er juillet 1985.

Le Premier ministre
M.H. LINI

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry should be supported by a valid receipt or invoice. This ensures transparency and allows for easy verification of the data.

In the second section, the focus is on the regular review and reconciliation of accounts. It is advised that these processes should be performed on a consistent basis, such as monthly or quarterly. This helps in identifying any discrepancies early on and prevents them from escalating into larger issues.

REPUBLIC OF VANUA TU

THE CIVIL AVIATION SAFETY
ORDER NOTICE N^o. 4 OF 1985

To define "aerodrome information services" provided at aerodromes not provided with air-traffic control services.

IN EXERCISE of the powers conferred by regulation 5(a) of the Civil Aviation (Regulation) Order N^o 22 of 1984, the Director of Civil Aviation issues the following Civil Aviation Safety Order notice :

CIVIL AVIATION DEPARTMENT TO BE RESPONSIBLE

1. On an aerodrome which does not warrant the establishment of an air-traffic control service the Director of The Civil Aviation Department shall determine the need for providing an aerodrome information service for such an aerodrome.

DUTIES

2. (i) "Aerodrome information service" means a service provided for the purpose of assisting with the technical operation of an airfield, namely :
 - (a) Supervising the manoeuvring area ;
 - (b) assistance, pilots ;
 - (c) providing information on the use of the manoeuvring area ;
 - (d) providing the use of visual and radio aids when these are available ;
 - (e) providing the use of a radiotelephonic station when one is available ;
 - and
 - (f) providing the use of rescue and fire safety equipment when it is available.
- (ii) An aerodrome information services unit shall not have the authority either to give air-traffic control clearance on its own instructions or provide information about the movements and positions of aircraft on its own initiative.

RADIO TELEPHONE

3. When in use, the radiotelephonic station, the call signal of which shall be name of the airfield followed by the word "Information", shall be reserved exclusively for the possible retransmission of an authorization or instruction from an air-traffic control organization and for transmitting information pertaining to the following :
 - (i) The weather situation at the time, including the direction and speed of surface winds, visibility conditions, atmospheric conditions, cloud layers, and the atmospheric pressure and temperature at the aerodrome ;
 - (ii) The state of the airfield, including :
 - (a) any construction or maintenance work on or near the manoeuvring area ;

- (b) any damaged parts of runways, taxi ways and taxi strips, whether equipped with markers or not;
- (c) any presence of construction or maintenance equipment, vehicles or workmen on or near the manoeuvring area;
- (d) any presence of water on the manoeuvring area and other dangers such as animals on the ground or birds in flight; or
- (e) the unavailability or malfunction of equipment (such as visual or radio aids, fire safety equipment etc.); and

(iii) The take-off or landing direction to be taken.

4. The Director of the Department of Civil Aviation shall be responsible for the application of this notice.

MADE at Port Vila, this

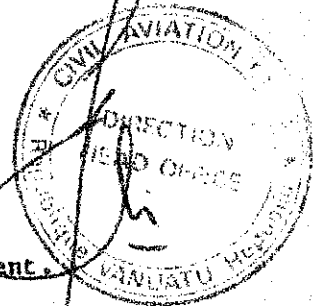
6th

day of

June,

1985

Director of Civil Aviation Department.



REPUBLIQUE DE VANUATU

AVIATION CIVILE : INSTRUCTION POUR LA SECURITE AERIENNE
NO. 1 DE 1985

Définissant le service "paramètres" assuré sur les aérodromes non dotés d'un service de la circulation aérienne.

Le Directeur de l'Aviation civile

VU le règlement 5 (a) de l'arrêté No. 22 de 1984 sur l'Aviation civile (Règlement) publie l'instruction suivante pour la sécurité aérienne :

RESPONSABILITE DU SERVICE DE L'AVIATION CIVILE

1. Sur les aérodromes qui ne justifient pas encore la mise en oeuvre d'un organisme assurant les services de la circulation aérienne, l'autorité responsable de l'Aviation civile définira l'opportunité d'assurer un service "PARAMETRES".

ATTRIBUTIONS

2. 1) Le service "PARAMETRES" consiste à exécuter certaines tâches concourant à l'exploitation technique de l'aérodrome et précisées ci-après :
 - a) surveillance de l'aire de manoeuvre ;
 - b) assistance aux pilotes ;
 - c) indications sur l'utilisation de l'aire de manoeuvre ;
 - d) mise en oeuvre des aides visuelles et radioélectriques lorsqu'elles existent ;
 - e) mise en oeuvre d'une station radiotéléphonique lorsqu'elle existe ;
 - f) mise en oeuvre des matériels destinés au sauvetage et à la lutte contre l'incendie lorsqu'ils existent.
- 2) Le service "PARAMETRES" n'est en aucun cas habilité à délivrer de sa propre initiative des autorisations et instructions de contrôle ni à fournir de sa propre initiative des renseignements sur les mouvements et positions des aéronefs.

STATION RADIOTELEPHONIQUE

3. Lorsqu'elle est mise en oeuvre la station radiotéléphonique, dont l'indicatif est le nom de l'aérodrome suivi du mot "PARAMETRES", est uniquement destinée à retransmettre éventuellement une autorisation ou instruction émanant d'un organisme de contrôle de la circulation aérienne, et à transmettre des renseignements relatifs :

- 1) A la situation météorologique du moment, comprenant les direction et vitesse du vent en surface, visibilité, conditions atmosphériques, couches de nuages, pression atmosphérique et température sur l'aérodrome.
- 2) A l'état de l'aérodrome, comprenant :
 - a) tout travail de construction ou d'entretien sur l'aire de manoeuvre ou à proximité immédiate de celle-ci ;
 - b) toute partie détériorées de la surface des pistes, bandes et voie de circulation, balisées ou non ;
 - c) toute présence de matériel de construction ou d'entretien, de véhicules ou d'ouvriers sur l'aire de manoeuvre ou à proximité de celle-ci ;
 - d) toute présence d'eau sur l'aire de manoeuvre et d'autres dangers tels que des animaux au sol ou des oiseaux en vol ;
 - e) toute indisponibilité ou fonctionnement défectueux des équipements (tels que aides visuelles, aides radioélectriques, sécurité incendie etc...).
- 3) Au sens de décollage ou d'atterrissage à utiliser.

4. Le Directeur de l'Aviation civile est chargé de l'exécution de la présente instruction.

FAIT à Port-Vila, le 6 juin 1985

Directeur de l'Aviation civile

REPUBLIC OF VANUATU

THE CIVIL AVIATION SAFETY
ORDER NOTICE No. 3 OF 1985

To define the airspace between ground or sea level and the flight level at 24,500 feet (FL 245) in which air traffic services shall be provided and to specify the organisations responsible for supplying such services.

IN EXERCISE of the powers conferred by regulations 103 and 5(a) of the Civil Aviation (Regulation) Order No. 22 of 1984, the Director of Civil Aviation hereby issues the following Civil Aviation Safety Order notice :

VANUATU AIRSPACE

1. The airspace above Vanuatu between ground or sea level and FL 245 in which air-traffic services shall be provided under the authority of the Department of Civil Aviation shall comprise :
 - (a) (1) a flight information region whose lateral boundaries forms the vertices of the following geographic co-ordinates :
 - (i) 13° 00' s / 170° 30' E
 - (ii) 21° 00' s / 170° 30' E
 - (iii) 14° 00' s / 163° 00' E
 - (iv) 13° 00' s / 164° 50' E
 - (2) The vertical limits from the ground or sea level shall be up to 9,500 FT/QNH.
 - (b) (1) A control zone whose lateral boundaries forming a circle the radius of 20 NM of which the centre shall have the following geographical co-ordinate :
 - (i) 17° 42' 14" s / 168° 18' 44" E.
 - (2) The vertical limits from ground or sea level shall be up to 3,500 FT/QNH.
- (c) (1) A terminal control area whose lateral boundaries forming a circle the radius of 50 NM of which the centre shall have the following geographical co-ordinate :
 - (i) 17° 42' 14" s / 168° 18' 14" E.
- (2) The vertical limits shall be from 3,500 FT/QNH above ground or sea level to 9,500 FT/QNH.
- (d) (1) A control area whose lateral boundaries shall consist of the following geographical co-ordinates :
 - (i) 13° 00' s / 170° 30' E
 - (ii) 21° 00' s / 170° 30' E
 - (iii) 14° 00' s / 163° 00' E
 - (iv) 13° 00' s / 164° 50' E
- (2) The vertical limits shall be 9,500 FT/QNH above ground or sea level to FL 245.

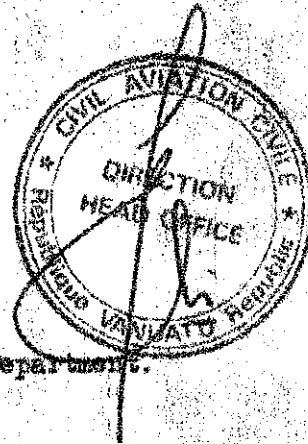
AUTHORITIES TO PROVIDE INFORMATION

2. (a) The organisations responsible for alerting and providing information services in the flight information region defined in section 1 (a) shall be as follows :
- (i) the Port-Vila flight information centre ; or
 - (ii) the Nadi flight information centre at Nadi, Fiji.
- (b) The organisation responsible for providing control, information and alerting services in the control zone and terminal area as defined in section 1 (b) (c) shall be the Port-Vila, Bauerfield airport control tower ;
- (c) The organisations responsible for providing control, information and alerting services in the control area as defined in section 1 (d) shall be as follows :
- (i) the Port-Vila Bauerfield airport control tower ; or
 - (ii) the Nadi area control centre at Nadi, Fiji.

PUBLICATION

3. The air-traffic control service procedures used in the airspace by the organisations mentioned hereinbefore as well as procedures specific to each of the said airspaces shall be made known to users by means of incorporation in aeronautical information publications.
4. The Director of Civil Aviation shall be responsible for the application of this Order.

MADE at Port-Vila this 6th day of June, 1985.



Director of Civil Aviation Department.

REPUBLIQUE DE VANUATU

AVIATION CIVILE : INSTRUCTION POUR LA SECURITE AERIENNE
NO. 2 DE 1985

Relative à la définition des espaces aériens du sol/mer à FL 245 dans lesquels sont assurés les services de la circulation aérienne et désignant les organismes chargés de fournir lesdits services.

Le Directeur de l'Aviation civile

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les règlements 5 (a) et 103 de l'arrêté No. 22 sur l'Aviation civile (Règlement) publiée l'instruction suivante pour la sécurité aérienne.

L'ESPACE AERIEN DE VANUATU

1. Les espaces aériens au-dessus de Vanuatu, du sol ou de la mer jusqu'au FL 245 dans lesquels sont assurés les services de circulation aérienne sous l'autorité du service de l'Aviation civile comprennent :

a) 1) une région d'informations de vol dont les limites latérales forment un quadrilatère dont les sommets sont les points de coordonnées géographiques suivants :

- i) 13° 00' S/170° 30' E
- ii) 21° 00' S/170° 30' E
- iii) 14° 00' S/163° 00' E
- iv) 13° 00' S/164° 50' E

2) les limites verticales vont du sol ou de la mer à 9500'/QNH.

b) 1) une zone de contrôle dont les limites latérales forment un cercle de 20 milles marins de rayon et dont le centre est le point de coordonnée géographique suivant:

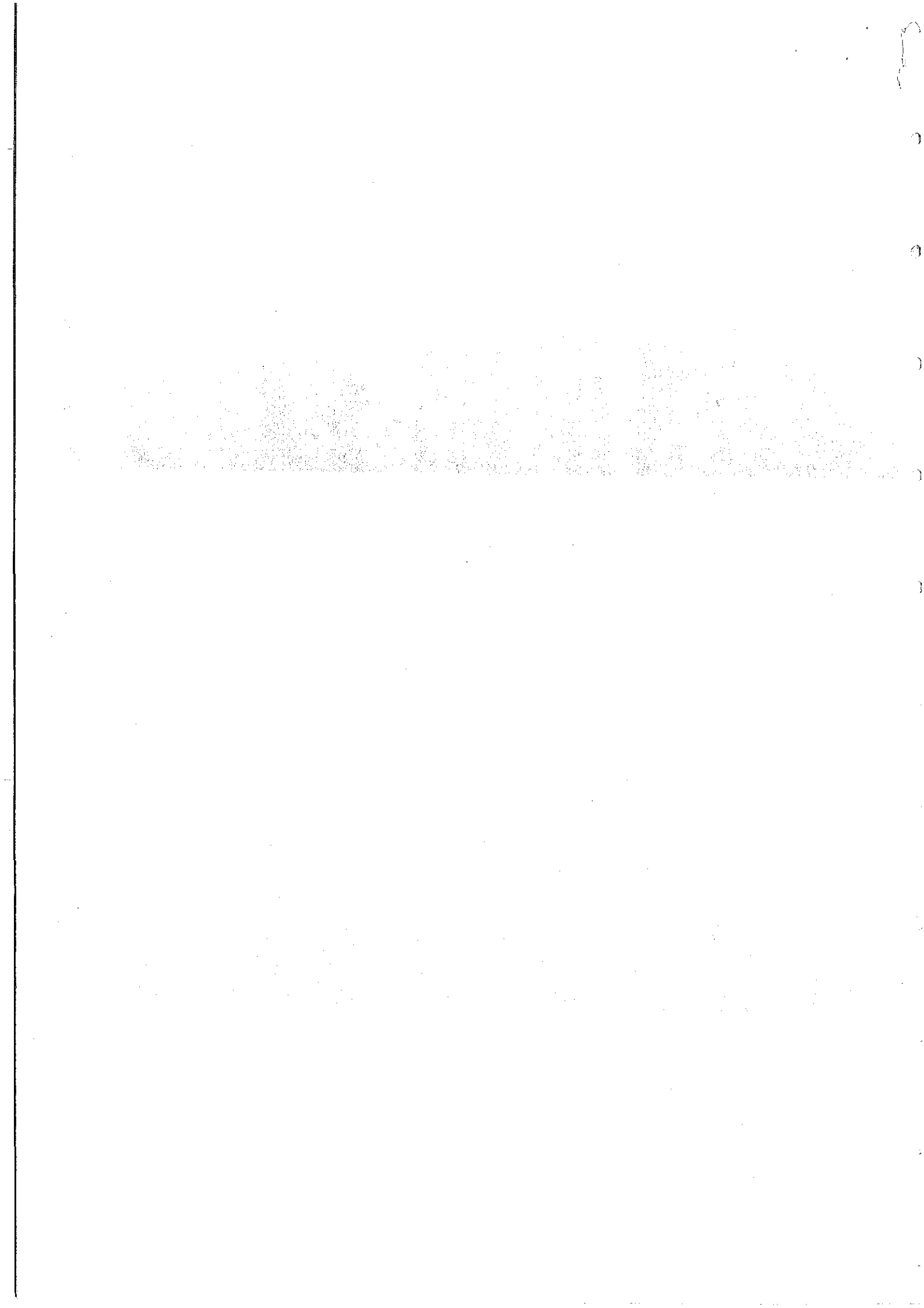
- i) 17° 42' 14" S/168° 18' 44" E

2) les limites verticales vont du sol ou de la mer à 3500'/QNH.

c) 1) une région de contrôle terminale dont les limites latérales forment un cercle de 50 milles marins et dont le centre se trouve sous les coordonnées géographiques suivantes :

- i) 17° 42' 14" S/168° 18' 44" E

2) les limites verticales vont de 3500'/QNH au-dessus du niveau du sol ou de la mer à 9500'/QNH.



REPUBLIC OF VANUATU

PUBLICATION OF RESULTS (PAAMA LOCAL GOVERNMENT
BY-ELECTION) (NORTH AND SOUTH PAAMA WARDS)
PURSUANT TO THE LOCAL GOVERNMENT COUNCIL ELECTIONS
(PROCEDURE RULES) ORDER NO. 61 OF 1982
RULES 8 (1) AND 17)

In accordance with rules 8 (1) and 17 of the Local Government Council Elections (Procedure Rules) Order No. 61 of 1982, **THE ELECTORAL COMMISSION HEREBY PUBLISHES** the following declaration :

WHEREAS

- (a) By-elections were scheduled to be held on the 11th of July 1985 to fill two vacancies, one each for the wards of North and South Paama, in the Paama Local Government Council region ;
- (b) At the date and time of the return of Candidature declarations on the 25th of June 1985 the number of Candidates for each ward for the said scheduled by-election was equal to the number of members to be elected ;

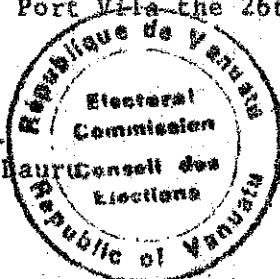
THEREFORE, the following candidates are declared elected without a poll to their respective wards :

- (a) Tafau Lorry (VP), North Paama Ward.
- (b) Jonah James (INDEPENDENT), South Paama Ward.

MADE at Port Vila the 26th day of June 1985.

Masing R. Lauru

Chairman



Marcel Sam

Member

K. Matas-Kelekele

Member

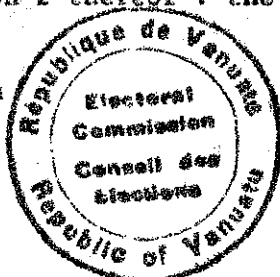
NOTICE OF CORRECTION

Gazette No 20 of 17th June 1985, Electoral Commission Order in French language titled " Arrete No. 18 de 1985 Relatif à la Loi Sur La Decentralisation " :-

In paragraph 2 thereof : the word " Shepherd " should read " Paama ".

M. R. Lauru

Chairman



REPUBLIQUE DE VANUATU

RESULTATS DE L'ELECTION PARTIELLE AU CONSEIL
PROVINCIAL DE PAAMA (SECTEURS DE NORD ET
SUD PAAMA) PUBLIES CONFORMEMENT AUX ARTICLES 8
(PARAGRAPHE 1) ET 17 DE L'ARRETE NO. 61 DE 1982
SUR L'ELECTION DES CONSEILS PROVINCIAUX (REGLES
DE PROCEDURE)

VU les articles 8 (paragraphe 1) et 17 de l'arrêté no. 61 de 1982 sur l'élection des conseils provinciaux (règles de procédure),

LE CONSEIL DES ELECTIONS

ATTENDU QUE des élections devaient se dérouler le 11 Juillet 1985 pour pourvoir aux deux vacances des secteurs électoraux de Nord (un siège) et Sud Paama (un siège) dans la province de Paama,

ATTENDU QU' au jour fixé pour la déclaration de candidature le 25 Juin 1985, le nombre de candidats pour chaque secteur auxdites élections était égal au nombre de sièges à pourvoir,

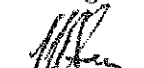
A R R E T E

Les Candidats suivants sont proclamés élus sans vote dans leurs secteurs respectifs :

- (a) Tafau Lorry (VP), secteur de Nord de Paama
- (b) Jonah James (INDEPENDENT), secteur de Sud de Paama.

FAIT à Port-Vila le 26 Juin 1985.

Masing R.


Président



Marcel Sam.


Membre


K. Matas-keikele


Membre

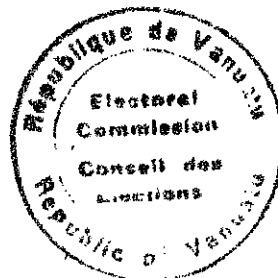
AVIS DE RECTIFICATION

Journal officiel No. 20 du 17 Juin 1985, "Arrêté No. 18 de 1985 relatif à la Loi sur la Décentralisation" (version en Français) :

Au paragraphe 2 : lire " PAAMA " au lieu de " SHEPHERD "


M. R. Lauru

Président du Conseil Electoral





REPUBLIC OF VANUATU

COMPANIES REGULATION (CAP.9)

TAKE NOTICE pursuant to Section 369 of the Companies Regulation (Cap.9), unless cause be shown to the contrary, the name of:

VATE MANAGEMENT LIMITED

will be struck off the Register of Companies, at Vila, Vanuatu and the company dissolved at the expiration of three months from the date of this notice.

Dated at Vila this twenty-first day of


S. Uren
REGISTRAR OF COMPANIES





REPUBLIC OF VANUATU

COMPANIES REGULATION (CAP.9)

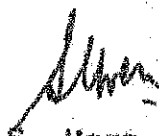
TAKE NOTICE pursuant to Section 369 of the Companies Regulation (Cap.9), unless cause be shown to the contrary, the names of:-

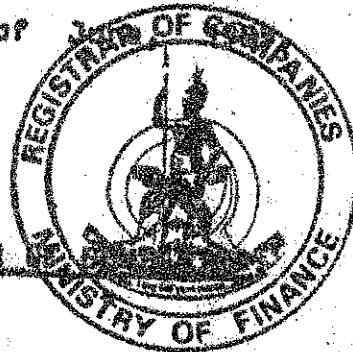
GUNAG VANUATU LIMITED

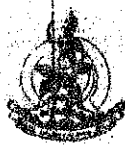
VERBONA LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu and the companies dissolved at the expiration of three months from the date of this notice.

Dated at Vila this twenty-first day of


S. Uran
REGISTRAR





REPUBLIC OF VANUATU

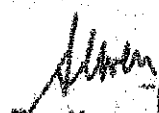
COMPANIES REGULATION (CAP.9)

TAKE NOTICE pursuant to Section 369 of the Companies Regulation (Cap.9), unless cause be shown to the contrary, the name of:-

INTERNATIONAL COMPUTER PROGRAMMING LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu and the company dissolved at the expiration of three months from the date of this notice.

Dated at Vila this twenty-first day of June 1985.


S. Uron
REGISTRAR OF COMPANIES





COUR SUPREME DE VANUATU

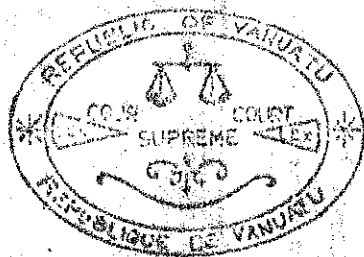
AVIS D'INSCRIPTION MODIFICATIVE

D'une déclaration déposée le 22 mai 1985, aux fins d'inscription modificative à l'immatriculation effectuée au Greffe de la Cour suprême de Vanuatu à Port-Vila concernant la Société dénommée "COMPAGNIE MARITIME VANUATUANE", Société Anonyme au capital de 20.000.000 de Vatu dont le siège social est : Route d'Erakor, PORT-VILA (VANUATU) et immatriculée au Registre du Commerce de cette ville sous le N° 83 B 413, il résulte que :

Aux termes d'une décision en date du 30 avril 1985, la Société KAIKOURA SHIPPING INC., S.A. a démissionné de ses fonctions d'administrateur.

Port-Vila, le 22 mai 1985

Le greffier adjoint de la
Cour suprême,



M. Rakau

M. RAKAU

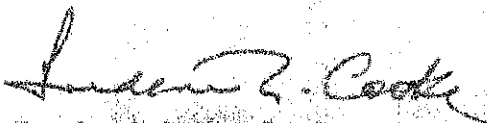
NOTARIES PUBLIC REGULATION 1973

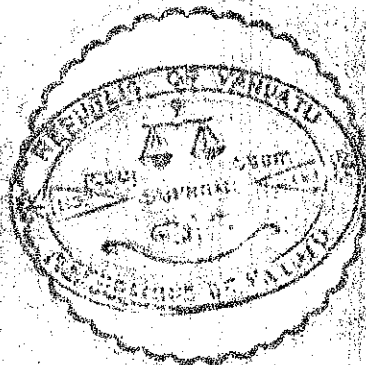
APOINTMENT OF NOTARY PUBLIC

TO: SILAS C. HAKWA

IN EXERCISE of the powers conferred on the Chief Justice of the Republic of Vanuatu by Section 2 of the Notaries Public Regulation 1973 relating to the appointment of Notaries Public for Vanuatu and with the concurrence of the Law Council I hereby appoint you, SILAS C. HAKWA, Attorney General, to be a Notary Public for Vanuatu to discharge the duties assigned to such office by the Laws of Vanuatu or by the practice of commerce.

GIVEN under my hand at Vila in the Republic of Vanuatu this
24 day of June, 1985.


Frederick G. Cooke
CHIEF JUSTICE



NOTARIES PUBLIC REGULATION 1973

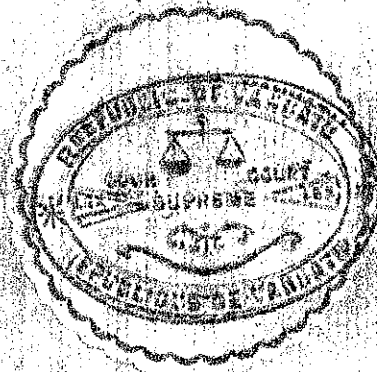
APPOINTMENT OF NOTARY PUBLIC

TO: **DESMOND VINCENT CAIN**

IN EXERCISE of the powers conferred on the Chief Justice of the Republic of Vanuatu by Section 2 of the Notaries Public Regulation 1973 relating to the appointment of Notaries Public for Vanuatu and with the concurrence of the Law Council I hereby appoint you, **DESMOND VINCENT CAIN**, to be a Notary Public for Vanuatu to discharge the duties assigned to such office by the Laws of Vanuatu or by the practice of commerce.

GIVEN under my hand at Vila in the Republic of Vanuatu this
12 day of June , 1985.

Frederick G. Cook
Frederick G. Cook
CHIEF JUSTICE





PARQUET GÉNÉRAL
PUBLIC PROSECUTION
VANUATU

A P P O I N T M E N T

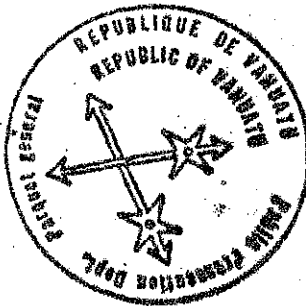
Pursuant to the powers conferred on me by S. 31(1)
of the Criminal Procedure Code Act N° 21 of 1981
I HEREBY APPOINT

ANNE MARIE SIMEON

to act as State Prosecutor, with effect from 1st July 1985.

Port-Vila, the 27th day of June 1985.

...*A. Delmon*...
PUBLIC PROSECUTOR.



7

